

Déclaration du 6^e congrès de l'Union syndicale Solidaires – 5 juin 2014

Le sixième congrès de l'Union syndicale Solidaires s'est tenu du 2 au 5 juin 2014, dans une période où, en France mais aussi sur l'ensemble de la planète, les capitalistes s'enrichissent toujours plus, les ressources naturelles sont pillées, l'environnement est mis en péril, les inégalités explosent, les discriminations demeurent.

Faire ce constat lucide, ce n'est pas s'en satisfaire. Au contraire, c'est en analysant la situation, en faisant des bilans, en en tirant des enseignements, que nous progressons, que nous nous renforçons, que nous prenons les moyens de renverser le rapport de forces.

L'unité d'action syndicale est un élément important pour gagner.

L'Union syndicale Solidaires en fait une de ses priorités. Elle doit notamment rassembler dans la durée les organisations syndicales qui, avec leurs différences et leurs divergences parfois, ont comme point commun de se réclamer du syndicalisme de luttes et d'agir pour la transformation sociale, quand d'autres s'inscrivent pleinement dans le cadre du libéralisme.



Les débats de notre congrès pointent des éléments essentiels dans la perspective d'un changement profond de société :

- La redistribution des richesses, la construction d'une société fondée sur des rapports sociaux égaux.
- L'égalité entre les femmes et les hommes.
- Le maintien et le développement de la protection sociale.
- La défense, l'extension et la démocratisation des services publics
- La prise en compte de la santé au travail.
- La socialisation des moyens de production, l'autogestion.
- Le renforcement de notre outil syndical.

Les textes adoptés lors de ce sixième congrès complètent, actualisent et enrichissent nos acquis collectifs. Prolongeant ces réflexions et décisions, nous dégagons des priorités pour les mois qui viennent.

Les enjeux écologiques sont au cœur de notre activité. L'Union syndicale Solidaires prend toute sa place dans la préparation du rassemblement de **Notre-Dame-Des-Landes les 5 et 6 juillet** ; il faut en finir avec ces « grands projets inutiles » qui dilapident l'argent public, sont très lucratifs pour quelques grandes entreprises privées et détruisent l'environnement. C'est dans cette

même logique que nous participons aux **Alternatiba** sur tout le territoire dans la perspective de la mobilisation de nombreux mouvements sociaux au moment de la **Conférence Paris Climat 2015 (COP 21)** pour, au contraire des Etats, mettre en évidence les enjeux de justice climatique, de transition écologique et sociale et de solidarité internationale.

Nous combattons vigoureusement l'extrême-droite. Pour cela, nous poursuivons notre **travail de formation et d'information**. Cela est indispensable mais non suffisant ; le syndicalisme doit **reconquérir des terrains et populations**. La politique d'austérité du gouvernement qui aggrave la situation des salarié-es, expulse les sans-papiers, stigmatise les Roms, fait le jeu de l'extrême-droite. Décomplexée, celle-ci use de la violence la plus extrême, comme en témoigne le meurtre de notre camarade Clément Méric il y a un an. La riposte unitaire est possible ; le collectif « l'extrême-droite tue,

ensemble combattons-la », les manifestations du 7 juin, le travail intersyndical avec la CGT et la FSU, les formations avec VISA, en sont des exemples.

Démonstrons que le syndicalisme peut être porteur d'un projet de transformation sociale, que l'unité et la maîtrise des luttes par les salarié-es sont une force ! Alors nous ferons reculer le Front National, l'extrême-droite qui ne sont jamais à l'aise en période de fort mouvement social... Par contre, chaque défaite du mouvement social, comme chaque lutte non menée, leur ramènent de nouveaux électeurs-trices. **Leurs avancées sont faites de nos reculs !**



Le capitalisme domine le monde et a besoin d'institutions pleinement à son service ; l'Union Européenne en est une illustration avec la Banque Centrale Européenne, la Commission Européenne, et les Etats qui participent des mêmes logiques. En lien avec les organisations syndicales, associatives et politiques de l'Alter-summit, Solidaires participera aux **manifestations Blockupy à Francfort**, mi-novembre, contre l'Europe du fric.

Les négociations confidentielles sur l'accord de libre-échange (Transatlantic Free Trade Agreement - TAFTA), entamées depuis l'été 2013 entre la Commission Européenne et les États-Unis, sont menées avec et pour les multinationales. Ce projet est une grave menace pour nos droits sociaux, écologiques et démocratiques, car il donnerait aux grands groupes privés des prérogatives extravagantes pour exploiter les peuples et la nature. Nous appelons à **renforcer les comités unitaires anti-TAFTA**, pour mettre fin aux négociations et imposer l'abandon de cet accord.

Le capitalisme règne sur l'ensemble des secteurs de la société ; l'actualité de la Coupe du monde de football au Brésil nous le rappelle, avec son cortège de répression, d'interdiction des grèves, d'expulsions de populations pauvres, de pillage des biens publics pour le profit d'une minorité, ... mais aussi de **résistances que nous soutenons à travers le collectif unitaire La Coupe est pleine**. Au-delà, l'internationalisme demeure un engagement majeur de notre syndicalisme ; l'extension et la solidification du Réseau syndical international de solidarité et de luttes demeure une de nos priorités.

Les capitalistes nous coûtent cher ! Ce constat est aussi le thème d'une **campagne centrale de l'Union syndicale Solidaires** ; nous la poursuivons, avec une double ambition : la mener en commun avec d'autres forces syndicales, notamment celles qui ont aussi décidé d'agir sur ce terrain ; la renforcer, afin qu'elle trouve son débouché politique par la construction d'un mouvement social interprofessionnel fort qui renverse cette dynamique mortifère.

L'affrontement avec le patronat est inhérent à notre syndicalisme.

Il prend des formes différentes selon les contextes, les rapports de forces, les sujets en débat, etc. Des accords sanctionnant l'état du rapport de forces à un moment donné peuvent être partie intégrante de notre syndicalisme ; mais nos intérêts étant opposés, il ne peut être question de « collaborer », ni d'être « des partenaires ». Notre boussole demeure l'intérêt des salarié-es ; notre pratique vise à leur **donner les moyens de décider et mener leurs luttes en toute autonomie**.



Le gouvernement est au service des patrons ;

au nom de la dette, de la croissance, de la compétitivité, il multiplie les attaques contre les droits des travailleurs-ses, des chômeurs-ses, des retraité-es.

Dans le secteur privé mais aussi dans le secteur public, la répression antisyndicale est forte et nous la combattons avec toutes les organisations qui refusent cette situation.

L'Union syndicale Solidaires :

- Appelle l'ensemble des organisations syndicales à combattre le projet de « **neutralisation** » des **seuils sociaux** ; au lieu de supprimer DP, CE, CHSCT et droit syndical, imposons de nouveaux droits, dont celui de veto sur les décisions patronales pour les élu-es CE, institution dont doivent pouvoir bénéficier tous les salarié-es.
- Réaffirme sa solidarité avec tous les **militant-es des mouvements sociaux victimes de la répression** ; notamment, nous dénonçons toutes les formes de répression antisyndicale.
- Refuse toute extension des horaires d'ouverture des commerces : **nos dimanches et nos nuits ne sont pas à vendre !**
- Soutient la lutte des chômeurs-ses, des intermittent-es du spectacle et des intérimaires contre le **nouvel accord UNEDIC**. Tous les salarié-es sont concerné-es ! Luttons contre son agrément et pour de nouveaux droits !
- Appuie le personnel de **l'inspection du travail** qui refuse la casse de ce service orchestrée par la Direction Générale du Travail sur les directives du Ministère.
- Dénonce le **blocage des pensions des retraité-es** et se félicite du succès de la manifestation nationale unitaire du 3 juin.

Employeur des agents de la Fonction publique, l'Etat-patron n'est pas en

reste pour mettre en œuvre sa politique d'austérité : il supprime toujours plus d'emplois, il s'attaque aux statuts et étend la précarité, il gèle les salaires comme jamais aucun gouvernement ne l'avait fait auparavant, il entretient un mal être au travail aux conséquences dramatiques. Les élections professionnelles dans l'ensemble de la Fonction publique qui auront lieu fin 2014 sont un moment décisif pour renforcer le **syndicalisme qui s'oppose à ces régressions sociales** pour, au contraire, imposer le progrès social.

Les services publics répondent aux besoins collectifs, à la recherche d'égalité entre les personnes et entre les territoires.

L'Union syndicale Solidaires poursuit son activité résolue pour les défendre et les améliorer, pour imposer un fonctionnement qui place salarié-es et usagers au centre des préoccupations. Les projets gouvernementaux de réforme territoriale et surtout le **renforcement accéléré de la métropolisation** vont à l'encontre de ces

revendications et sont de lourdes menaces pour des pans entiers du territoire et une part importante de la population. L'Union syndicale Solidaires travaille activement sur ce dossier, notamment en prenant en compte les conséquences sociales pour le personnel des collectivités territoriales, sans s'enfermer dans la seule discussion qui semble autorisée par les médias (le découpage des institutions décentralisées de l'Etat), en posant la vraie question : celle de la société que nous voulons pour demain !

Dans une logique de « toujours plus », celles et ceux qui prétendent diriger le monde ne cessent de vouloir supprimer les droits conquis par les salarié-es au fil des luttes sociales, et de confisquer les richesses. Dans ce contexte, un mouvement syndical fort, unitaire, offensif, indépendant, internationaliste, écologiste et féministe est d'autant plus nécessaire. Travailleurs-ses en activité, au chômage, en formation, en retraite, ont des intérêts communs à défendre.

Les organisations membres de l'Union syndicale Solidaires sont des outils pour les salarié-es, pour défendre leurs revendications quotidiennes et pour construire les mouvements sociaux d'ampleur nécessaires à l'indispensable et profonde transformation de la société. Celle-ci n'est possible qu'à partir d'une prise en charge des problèmes concrets, sur le lieu de travail et aussi dans les localités. Les deux aspects sont liés : c'est dans, et par les luttes d'aujourd'hui que nous construisons la société de demain !



**Nous sommes utopiques
car réalistes !**